

CE QUE LES ALLIÉS SAVAIENT DE L'AKTION REINHARDT

Willy Coutin

Mémorial de la Shoah | « [Revue d'Histoire de la Shoah](#) »

2012/2 N° 197 | pages 485 à 512

ISSN 2111-885X

ISBN 9782916966069

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-revue-d-histoire-de-la-shoah-2012-2-page-485.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Mémorial de la Shoah.

© Mémorial de la Shoah. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

TROISIÈME PARTIE

LA MÉMOIRE DE LA DESTRUCTION DES JUIFS DE POLOGNE

CE QUE LES ALLIÉS SAVAIENT DE L'AKTION REINHARDT¹

par Willy Coutin²

En 1942, les Alliés perdaient sur tous les fronts. Une intervention militaire, de quelque nature qu'elle fût, sur les territoires annexés ou occupés de la Pologne, ou dans l'ouest de l'Union soviétique était alors inenvisageable. Cela ne signifiait pas pour autant qu'il était impossible de mettre en œuvre, en Europe, des solutions de sauvetage pour des Juifs (*via* la Hongrie, la Turquie, la Suisse, en France).

En 1944, le bombardement des lignes de chemin de fer à destination d'Auschwitz était envisageable, mais il n'aurait sans doute pas été d'une grande efficacité, et, à Auschwitz même, c'est le complexe industriel de Monowitz, et non les chambres à gaz de Birkenau, qui fut pris pour cible à quatre reprises entre août et décembre 1944 par l'US Air Force. De plus, les SS et leurs auxiliaires avaient alors déjà développé une expérience suffisante et

1. Ce texte propose la synthèse d'informations tirées des ouvrages de référence sur ce que les Britanniques et les Américains savaient de l'exécution de la « Solution finale » (nous ne citons ici que les éditions françaises, quand elles existent) : Arthur D. MORSE, *Pendant que six millions de Juifs mouraient*, Paris, Robert Laffont, 1968, 368 pages ; Bernard WASSERSTEIN, *Britain and the Jews of Europe, 1939-1945* (2^e édition), Leicester, Leicester University Press et Jewish Policy Research, 1999 [1979], 352 pages ; Walter LAQUEUR, *Le Terrifiant Secret. La « Solution finale » et l'information étouffée*, Paris, Gallimard, collection Témoins, 1981, 290 pages ; David S. WYMAN, *L'Abandon des Juifs. Les Américains et la Solution finale*, Paris, Flammarion, 1987, 468 pages ; David ENGEL, *In the shadow of Auschwitz. The Polish Government-in-Exile and the Jews, 1939-1942*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1993, 342 pages ; David ENGEL, *Facing a Holocaust. The Polish Government-in-Exile and the Jews, 1943-1945*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1987, 320 pages ; Richard BREITMAN, *Secrets officiels. Ce que les nazis planifiaient, ce que les Britanniques et les Américains savaient*, Paris, Calmann-Lévy/Mémorial de la Shoah, 2005, 368 pages ; Laurel LEFF, *Relégué en page 7. Quand le New York Times fermait les yeux sur la Shoah*, Paris, Calmann-Lévy/Mémorial de la Shoah, 2007, 464 pages. Nous nous sommes aussi servi des informations trouvées sur le site « Aktion Reinhard Camps » (www.deathcamps.org).

2. Professeur d'histoire-géographie en lycée.

variée pour continuer à mener en toutes circonstances leur projet génocidaire : par exemple, les deux journées de l'Aktion Erntefest (3 et 4 novembre 1943) représentèrent l'un des plus grands massacres dans l'histoire de la Shoah, et à l'été 1944, les camions à gaz déjà utilisés à Chelmno en 1941-1942, furent remis en service pour liquider les survivants du ghetto de Lodz. De toute façon, il était trop tard. Entre ces deux dates, l'Aktion Reinhardt, débutée en mars 1942 et achevée en novembre 1943, avait provoqué la mort de 1,5 à 2 millions de Juifs, polonais dans leur très grande majorité.

Les éléments essentiels de l'Aktion Reinhardt, selon ses concepteurs, étaient la rapidité de l'exécution et le secret de l'information en dehors des régions de l'est du Gouvernement général, où étaient localisés les trois centres de mise à mort. Les phases de mise à mort furent intenses et brutales : un demi-million de Juifs des districts de Lublin et de Galicie orientale disparurent à Belzec en 1942, en huit mois et demi de fonctionnement des chambres à gaz dans ce premier centre ; trois cent mille Juifs enfermés dans le ghetto de Varsovie furent assassinés dans celui de Treblinka entre juillet et septembre 1942. Comment fut-il possible de limiter, sinon d'empêcher, que ne se généralise la connaissance d'un assassinat d'une telle ampleur ? Comment son information put-elle être contenue dans les limites du Gouvernement général de Pologne, véritable épice de la Shoah et gouffre pour le judaïsme européen ? Les génocidaires étaient conscients que la rapidité d'exécution était un gage de pleine réussite de la « Solution finale ».

Et si l'on savait ce qui se passait en territoire polonais, que pouvait-on faire ? Et si quelque chose était possible, pourquoi rien de significatif n'a-t-il été entrepris par les gouvernements alliés – avant le « sauvetage » des Juifs de Budapest durant la deuxième moitié de l'année 1944 ?

L'histoire des méthodes utilisées par le renseignement britannique pour casser les codes des machines de cryptage allemandes, et celle du captage des informations sur les massacres de masse à l'Est, notamment ceux perpétrés par les *Einstazgruppen*, est à

présent bien connue³. Pendant l'été 1941, au début de l'extermination systématique des Juifs soviétiques, le décryptage de comptes rendus d'exécutions par les unités de la police et de la SS était courant. Entre les 23 et 31 août 1941 par exemple, dix-sept rapports dans les *Ereignismeldungen UdSSR* (les communiqués sur les événements en URSS) envoyés à Berlin par les unités de la police et de la SS à l'arrière du Groupe d'armées Sud (en Ukraine) fournissent des détails sur des fusillades de groupes de Juifs (de soixante et une à quatre mille deux cents personnes). Ces informations figurent dans les rapports du GC & CS⁴, le service de renseignement britannique responsable du déchiffrement des communications allemandes, basé dans le centre de l'Angleterre. Elles étaient présentées dans des rapports (résumés) hebdomadaires au Premier ministre. Les activités des *Einsatzgruppen* en territoire soviétique étaient connues en Grande-Bretagne au plus haut niveau. Le 24 août 1941, dans une déclaration à la BBC, Winston Churchill annonça : « Des districts entiers sont massacrés. Des dizaines de milliers – littéralement des dizaines de milliers – d'exécutions de sang-froid sont perpétrées par les unités de la police allemande contre les patriotes russes qui défendent leur terre natale. Depuis les invasions mongoles en Europe au XVI^e siècle, il n'y a jamais eu de boucherie aussi méthodique, impitoyable, à une telle échelle, ou approchant une telle échelle. [...] Nous sommes en présence d'un crime sans nom. » L'impératif de ne pas révéler aux Allemands la réussite du décryptage des messages codés par leur machine Enigma empêchait le Premier ministre de mentionner que les victimes juives constituaient des cibles particulières.

Les filières de l'information depuis le Gouvernement général

Le 25 juin 1942, le *London Daily Telegraph* rapporta que 50 000 Juifs avaient été assassinés à Vilnius, que le ghetto de Varsovie était un mouiroir et que des chambres à gaz mobiles étaient en

3. Voir R. BREITMAN, *Secrets officiels*, op. cit., 2005.

4. Government Code and Cypher School, ancêtre du service de renseignement électronique britannique.

fonction sur le territoire soviétique. Le 10 juillet 1942, le *Times* publia des informations extraites d'un rapport venu de Pologne et envoyé à Londres par l'Armée intérieure (l'*Armia Krajowa*, ou AK) au sujet du massacre des Polonais et de l'assassinat en masse des Juifs du pays, après un transport vers des destinations inconnues. Le 10 août 1942, le magazine américain *Newsweek* annonça que des trains emplis de Juifs du ghetto de Varsovie disparaissaient dans un « vide noir⁵ ».

De telles informations parvinrent au Gouvernement polonais en exil, qui comptait un représentant clandestin en territoire polonais, le *Delegat*, avec qui il était en liaison permanente. En octobre 1939, le *Delegat* s'était doté d'une armée secrète, l'Union de la lutte armée (*Zwiazek Walki Zbrojnej*), qui devint l'AK en février 1942. À Londres, l'état-major de l'armée polonaise passa par la section polonaise du Bureau des opérations spéciales (*Special Operations Executive*, ou SOE) pour établir le contact avec la Pologne et y acheminer personnel et matériel. L'envoi de parachutistes en Pologne débuta en février 1941 et devint plus fréquent à partir de l'été 1942. Les messages les plus courts envoyés par ces agents en mission ou par la résistance étaient transmis au SOE par radio ; les messages plus longs, pour limiter les risques, étaient émis, en dehors des principales villes polonaises ou acheminés par des courriers sous forme de microfilms. Passant par la Suède ou l'Europe de l'Ouest, il fallait plusieurs semaines pour qu'ils parviennent à Londres.

Entre 1941 et juillet 1942, le canal d'information le plus important quant au sort des Juifs polonais était le réseau constitué parmi la communauté suédoise de Varsovie. Les Suédois expédiaient à Stockholm les documents sous forme de films de 35 mm en utilisant le courrier de la chambre de commerce du pays dans le Gouvernement général. Ils parvenaient ainsi aux services secrets polonais basés en Suède, alors dirigés par Mieczyslaw Thugutt, qui les transmettaient ensuite aux services secrets britanniques par le courrier hebdomadaire de la RAF. Muté à Londres en 1942, Thugutt

5. Par ailleurs, le 20 août 1942, *The New York Times*, rapportant des informations publiées dans l'édition de la veille du quotidien *France Soir*, déclare que les Juifs de France sont déportés en Silésie polonaise. A cette date, 21 convois étaient déjà partis de France, depuis mars 1942, tous à destination d'Auschwitz-Birkenau.

fut alors nommé responsable des communications entre le Gouvernement en exil et son pays. Mais la filière suédoise fut découverte et liquidée par les Allemands fin juillet 1942, quand débutèrent les déportations depuis le ghetto de Varsovie. La résistance polonaise resta cependant en contact radio avec Londres et, après une interruption de quelques mois (mais une période qui correspondit à la plus intense activité dans les déportations vers les centres de mise à mort de l'Aktion Reinhardt), elle fit parvenir des messages *via* ses bases en Suisse et en Turquie.

Un « sous-comité aux Affaires juives » du Bureau de l'information et de la propagande de l'AK ne fonctionna que pendant quelques semaines, entre novembre 1941 et février 1942. L'une des difficultés pour les Juifs polonais était leur dépendance vis-à-vis de l'AK et du *Delegat* pour faire passer des informations à l'extérieur de la Pologne. Au début de la liquidation des ghettos, des contacts s'établirent entre le mouvement de jeunesse de gauche sioniste, Hashomer Hatzair, et le mouvement des scouts polonais, dont l'un des dirigeants, Kaminski, était l'éditeur du *Biuletyn Informacyjny* de l'AK. Selon l'historien Walter Laqueur, la lettre du Bund et le rapport décrivant les gazages à Chelmino, établi par Emanuel Ringelblum en mai 1942, parvinrent à l'ouest par cette voie⁶. Le lien le plus solide fut celui que le Bund, dirigé à Varsovie par Léon Feiner, établit avec le PPS (*Polska Partia Socjalistyczna*). Par l'intermédiaire des socialistes polonais, eux-mêmes liés à l'AK, Feiner transmet des informations au représentant du Bund à Londres, Szmul Zygielbojm, installé en Angleterre depuis avril 1942. Celui-ci, après son exil d'un an et demi aux États-Unis, devint le porte-parole le plus actif des Juifs polonais à l'étranger.

À Londres, les informations concernant les Juifs ne firent pas l'objet d'une dissimulation particulière. Zygielbojm ne formula pas ce genre de reproches. Le *Delegat* adressait ses communications au ministre de l'Intérieur, Stanislaw Mikolajczyk, et le commandant de l'AK, le général Rowecki, directement au Premier ministre Wladislaw Sikorski. Le 9 juin 1942, dans une émission à la BBC, ce dernier déclara : « La population juive de Pologne est condamnée à l'anéantissement conformément à la maxime : "Il faut massacrer tous les

6. W. LAQUEUR, *Le Terrifiant Secret*, op. cit., p. 134.

Juifs indépendamment de l'issue de la guerre." Cette année des dizaines de milliers de Juifs ont été massacrés à Lublin, Vilnius, Lwow, Stanislawow, Rzeszow et Miechow. » Le lendemain, il adressa aux gouvernements alliés une dépêche : « L'extermination de la population juive prend des proportions incroyables⁷. »

Des citoyens du Reich, indépendamment les uns des autres, transmittent aussi par la Suisse des informations détaillées au cours de l'été 1942. Ernst Lemmer, correspondant de plusieurs journaux étrangers à Berlin, évoqua des chambres à gaz mobiles et fixes, mais il ne fut pas pris au sérieux. Le 27 juillet 1942, un membre de la division économique de l'OKW (le commandement suprême des forces armées allemandes) fit passer à Edgar Salin, un économiste helvète, le message suivant : « Dans l'est, on prépare des camps dans lesquels l'ensemble des Juifs d'Europe et une grande partie des prisonniers de guerre russes seront gazés. Merci de faire parvenir cette information à Churchill et à Roosevelt personnellement. Si la BBC dissuade quotidiennement et par avance d'allumer les fours à gaz, alors leur utilisation devrait s'en trouver empêchée ; parce que les criminels font tout pour que le peuple allemand n'apprenne pas ce qu'ils planifient et donc il est sûr qu'ils vont le mettre à exécution⁸. » Le message fut transmis à un agent de renseignement américain que connaissait Salin, mais il finit par passer inaperçu à Washington. Le troisième informateur, Eduard Schulte, directeur d'une importante entreprise minière en Silésie, rapporta les propos tenus par Himmler lors d'une soirée, le 17 juillet 1942. Schulte en avait eu connaissance par l'un des collaborateurs du *Reichsführer* SS, Otto Fizner, un nazi proche du gauleiter de Haute-Silésie, Fritz Bracht, qui organisait la soirée : un plan avait été discuté à la Chancellerie du Führer pour la déportation et l'extermination des Juifs de l'Europe de l'Est, et, à cette fin, l'utilisation de l'acide prussique avait été évoquée. Schulte rapporta ces propos à un collègue, Isidor Koppelman, qui le mit en contact avec Benjamin Sagalowicz, l'attaché de presse de la communauté juive suisse. L'information parvint ainsi au représentant en Suisse du Congrès juif mondial, Gerhart Riegner. L'enquête que ce dernier mena sur l'industriel allemand lui révéla qu'il

7. *Ibid.*, p. 93.

8. Florent BRAYARD, *Auschwitz, enquête sur un complot nazi*, Paris, Seuil, 2012, p. 258.

était de toute confiance. Le 8 août 1942, Riegner remit au vice-consul américain à Genève, Howard Elting, un résumé du message et lui demanda de le télégraphier à Washington, aux autres gouvernements alliés et au rabbin Stephen Wise, président du Congrès juif mondial, à New York. Elting fit parvenir ces informations à l'ambassade américaine à Berne, précisant que Riegner lui paraissait être « une personne sérieuse et équilibrée » et demandant que le rapport soit transmis au département d'État. L'ambassadeur Leland Harrison télégraphia le message de Riegner à Washington le 11 août, précisant qu'il n'avait aucun moyen de le cautionner⁹.

Riegner remit le même résumé au consulat britannique à Genève accompagné de la demande qu'il soit télégraphié au Foreign Office et transmis à Samuel Sidney Silverman, membre du Parlement britannique et président de la section anglaise du Congrès juif mondial. Le Foreign Office reçut le télégramme le 10 août. Il attendit une semaine avant de le transmettre à Silverman, qui l'envoya au rabbin Wise à New York le 28 août. Jusqu'alors, le département d'État tenait ce dernier dans l'ignorance de cette information. Wise écrivit alors au sous-secrétaire d'État Summer Welles le 2 septembre pour lui demander de communiquer la nouvelle au président Roosevelt. Il adressa la même demande au juge de la Cour suprême, Felix Frankfurter. Mais rien n'établit que le télégramme ait été remis au Président, et son contenu ne donna lieu à aucune déclaration publique aux États-Unis avant novembre 1942.

Une autre source d'information fut les récits de détenus juifs parvenus en Palestine dans le cadre d'échanges de prisonniers avec des ressortissants allemands arrêtés par les Britanniques. En décembre 1941, ce fut un premier groupe de quarante-six femmes (qui ne venaient pas des régions alors concernées par les exécutions par balles) ; le groupe le plus nombreux arriva en novembre 1942, puis un troisième groupe, moins nombreux, en février 1943, et quelques échanges supplémentaires eurent lieu pendant l'été 1944, surtout *via* l'Espagne. La volonté de venir en aide à des membres de la *Volksgemeinschaft* semble l'avoir emporté, chez les dirigeants SS,

9. Au département d'État, la section des Affaires européennes ne retint pas les révélations de Riegner car on les jugea irrecevables, incroyables au sens propre du terme.

sur la préoccupation de garder au mieux le secret des persécutions et massacres contre les Juifs. Un groupe de cent trente-sept personnes fut ainsi autorisé à quitter la Pologne le 28 octobre 1942, puis Vienne, où il séjourna le 11 novembre ; son train arriva en Palestine, à la frontière syrienne, le 14 novembre. Ce groupe comptait soixante-dix-huit Juifs (femmes, enfants, personnes âgées), dont soixante-neuf étaient des ressortissants palestiniens. Ces arrivants provenaient de treize villes polonaises (dont Cracovie, Bialystok, Sosnowiec, Kielce, Piotrkow et Sandomir), de Berlin et de Hambourg, de Belgique et de Hollande. Ils rencontrèrent le chef de la communauté juive de Vienne, Joseph Loewenherz, qui leur expliqua comment avait été conduite la déportation vers l'Est de la communauté autrichienne au cours des mois précédents. Arrivés en Palestine, ils furent interrogés par des membres du service de sécurité de l'armée britannique, puis conduits à Athlit, près de Haïfa, où ils furent pris en charge par des membres du bureau de l'Agence juive en Palestine. Personne, dans ce groupe, n'était passé par Varsovie, mais certains avaient rencontré en Haute-Silésie des Juifs qui leur avaient raconté que le ghetto de la ville, de même que celui de Czestochowa, avait été en grande partie vidé. Les témoins furent incapables de fournir une information sur le sort des déportés et ils n'avaient aucune nouvelle des disparus. Ces témoignages fournissaient une vision à l'échelle européenne du projet nazi et confirmaient les nouvelles de l'été en provenance de Genève.

Le 22 novembre 1942, le bureau de l'Agence juive rendit publics ces témoignages. Dans les jours suivants, la presse juive de Palestine publia les récits des rescapés et les nouvelles mentionnant l'existence en Europe orientale de bâtiments en béton abritant des chambres à gaz, ainsi qu'un rapport affirmant que des trains emmenaient les Juifs « vers de grands fours crématoires situés à Oswiecim, près de Cracovie ». Cela déclencha une véritable prise de conscience parmi les Juifs de Palestine. Le 3 décembre, Abraham Stupp de l'Agence juive, à Tel Aviv, envoya au Congrès juif mondial un câble reprenant les informations des réfugiés palestiniens : soixante-dix mille Juifs avaient été déportés de Lublin, sept mille envoyés à Majdanek, et il ne restait aucune trace des soixante trois mille

autres, qui avaient sans doute été assassinés. En mai 1942, il ne restait plus à Cracovie que six mille Juifs, tous les autres avaient été déportés vers une destination inconnue. On présumait qu'ils avaient été tués. Dix mille avaient été déportés de Tarnow, puis sept mille autres encore depuis la gare de la ville. Les déportations de Varsovie avaient commencé le 22 juin 1942 (en fait 22 juillet) à raison de sept mille personnes par jour ; en octobre 1942, il ne restait que trente-six mille Juifs dans la ville ; les déportés furent envoyés à Treblinka, où ils « [étaient] amenés [dans un] soi-disant bâtiment de bains qui [était] fermé hermétiquement. L'air de la chambre était pompé [de sorte que] les gens suffoquaient. D'autres rapports dirent [que les] Juifs [étaient] tués par gaz-poison ». Le fait est que, quelle que fût la méthode utilisée, personne ne quitta en vie le « bâtiment des bains ». Les cadavres étaient continuellement incinérés. À compter de janvier 1942, les Juifs du Warthegau furent expulsés vers le village de Chelmno (Chelmno Nad Nerem) et assassinés dans des camions à gaz. Le câble poursuivait par la description d'autres atrocités et concluait en demandant aux gouvernements alliés de mettre fin à ces crimes. Une copie fut envoyée aux responsables des nations démocratiques. ce câble était signé par Anselm Reiss, représentant de la communauté juive polonaise.

Le 23 novembre 1942, le département d'État américain reçut de son ambassade en Suisse deux lettres de Varsovie et un télégramme révélant qu'un éminent citoyen helvète non juif (il s'agissait du docteur Carl Burckhardt, haut fonctionnaire de la Croix-Rouge internationale) avait appris de deux responsables haut placés dans l'administration du Reich que l'ordre d'élimination physique des Juifs avait été donné par le quartier général de Hitler. Le 24 novembre, le sous-secrétaire d'État Summer Welles annonça la terrible nouvelle au rabbin Wise. Dans la soirée, celui-ci donna une conférence de presse. Aux journalistes, il dit avoir appris, grâce à des témoignages confirmés par le département d'État, que deux millions de Juifs avaient été tués dans le cadre d'une « campagne d'extermination » dont l'objectif était l'élimination totale des Juifs en Europe nazie¹⁰.

10. David S. WYMAN, *L'Abandon des Juifs*, op. cit., p. 79. L'historien américain écrit plus loin : « Le 24 novembre 1942 marqua un tournant dans l'histoire de l'Holocauste. »

Le 25 novembre 1942, Jan Karski arriva à Londres. Il avait déjà effectué en 1940 deux missions en tant que messager pour le Gouvernement polonais en exil¹¹. À la fin de l'été 1942, il reçut de deux membres de la *Delegatura*, le dirigeant bundiste Léon Feiner et le dirigeant sioniste Menachem Kirschenbaum, une déclaration adressée aux responsables alliés les appelant à informer la population allemande des crimes commis contre les Juifs sur ordre de ses dirigeants et à bombarder l'Allemagne à titre de représailles contre la poursuite de ces crimes. Cette rencontre fut marquée par deux visites de Karski dans le ghetto de Varsovie, puis, quelques jours plus tard, une autre visite dans la petite ville d'Izbica Lubelska, où se trouvait un ghetto de transit. Cette ville se situait à mi-chemin de Lublin et de Belzec. Karski y assista au chargement d'un train à destination du centre de mise à mort. Arrivé à Londres, il s'entretint notamment avec Anthony Eden, le secrétaire aux Affaires étrangères ; plus tard, aux États-Unis, ce fut avec le secrétaire d'État Cordell Hull, et avec Felix Frankfurter de la Cour suprême. Enfin, il fut reçu pendant une heure par le président Roosevelt le 10 août 1943, près d'un an après sa visite du ghetto de Varsovie.

Zdzislaw Jezioranski (plus connu sous l'un des surnoms qu'il adopta dans la clandestinité, Jan Nowak) fut un autre messager du *Delegat*. Envoyé à Londres en 1943 et 1944, il rapporta des informations sur le soulèvement du ghetto de Varsovie et rencontra le chef du département central du Foreign Office et le secrétaire particulier de Churchill. Son témoignage passa inaperçu¹². Tadeusz Chciuk-Celt, un autre émissaire, fut parachuté deux fois en Pologne. De retour en Angleterre en juin 1943 à l'issue de son premier séjour (en Pologne entre décembre 1941 et juin 1942, puis à Budapest jusqu'en novembre 1942), il rapporta – tardivement – des informations sur les liquidations des ghettos de Radom et de Varsovie.

11. Karski fut arrêté et torturé par la Gestapo pendant sa deuxième mission, en juin 1940.

12. Jan Nowak a publié ses mémoires à Londres en 1979. Pour l'édition française : Jan NOWAK, *Kurier z Warszawy*, Londres, Odnova, 1978 ; en anglais, *Courier from Warsaw*, Detroit, Wayne State University Press, 1982 ; en français, *Courier de Varsovie*, Paris, collection « Témoins », Gallimard, 1983.

Les informations sur l'Aktion Reinhardt

En janvier 1942 arrivèrent à Varsovie les premières informations concernant les gazages dans des unités mobiles à Chelmno. Des collaborateurs d'Emanuel Ringelblum rapportèrent le témoignage de trois fossoyeurs évadés de ce premier centre de mise à mort (situé en territoire polonais, dans le Warthegau annexé au Reich) et le transmirent à Londres et aux États-Unis où il fut largement diffusé dans des publications de la communauté juive¹³, mais pas dans les grands organes de presse américains.

Avant la mi-mars 1942, et le début de l'Aktion Reinhardt, une longue lettre du Bund parvint à Londres, qui décrivait le ghetto de Varsovie comme un « grand camp de concentration » où les Juifs, coupés du reste de la ville et du monde, mouraient dans des conditions terribles. Puis, à la fin du mois de mars et au mois d'avril 1942, l'AK collecta des nouvelles des déportations des Juifs de Lublin, puis de Lwow, commencées les 17 et 18 mars. Ils furent acheminés à Belzec. Sans nouvelles des déplacés, on en conclut qu'ils y avaient été assassinés. Mais l'AK ne disposait pas de données précises sur la méthode de meurtre. À Londres, on demanda des éclaircissements concernant les rumeurs sur les exécutions massives dans les territoires de l'Est, et la confirmation des activités des *Einsatzgruppen* vint en même temps que les premières informations sur le début de la liquidation des ghettos du Gouvernement général.

Le 8 avril, une réponse du *Delegat* confirma les informations concernant l'assassinat de milliers de Juifs en Galicie orientale, dans la région de Vilnius, dans celle de Lublin et en Biélorussie. En mai 1942, le Bund de Varsovie fit parvenir un rapport au Gouvernement polonais en exil à Londres sur les activités des *Einsatzgruppen*, décrivant en détail les méthodes utilisées et avançant des bilans chiffrés

13. Dans le numéro spécial du périodique du Jewish Labour Bund, *The Ghetto speaks*, paru le 5 août 1942, puis dans le quotidien new yorkais *Jewish Frontier* et, plus tard, dans l'ouvrage réalisé par l'American Federation for Polish Jews, *The Black Book of Polish Jewry*, publié en octobre 1943 (p. 115-119).

précis et terribles : trente mille personnes tuées à Lwow¹⁴, quinze mille à Stanislawow¹⁵, cinq mille à Tarnopol¹⁶, deux mille à Zloczow¹⁷, quatre mille à Brzezany. Des massacres avaient eu lieu dans toute la Galicie orientale, à Zborow, Kolomyja, Stryj, Sambor, Drohobycz, Zbaraz, Przemsłany, Kutry, Sniatyn, Zaleszczyki, Brody, Przemyśl et Rawa Ruska. Le 19 juin, le *Jewish Chronicle* de Londres annonça que des « nouvelles [avaient] filtré des récents massacres épouvantables de Juifs dans l'Europe nazie. Quelque 85 000 hommes, femmes et enfants sont mentionnés dans les rapports manuscrits ».

Le 18 mai 1942, le *New York Times* publia le reportage envoyé de Lisbonne d'un correspondant de l'agence United Press, Glen Stadler, qui avait été arrêté en Allemagne fin 1941, et qui fut libéré dans le cadre d'un échange de ressortissants détenus. Faisant la synthèse de plusieurs rapports, il affirmait que les Allemands avaient abattu plus de cent mille Juifs dans les pays baltes et presque autant en Pologne.

Au cours du mois de mai, la lettre du Bund en Pologne transmise au Gouvernement polonais, déjà évoquée, établissait une liste des massacres perpétrés contre les Juifs sur le territoire national, ville par ville, mois après mois. Elle était accompagnée du rapport d'Emanuel Ringelblum sur le centre d'extermination de Chelmno et l'utilisation des camions à gaz. Grâce à la persévérance des deux membres juifs du

14. Ces bilans chiffrés de victimes, établis au printemps 1942, intègrent en fait les déportations vers Belzec pour les villes déjà concernées. Pour Lwow, le chiffre est exact. Les pogroms répétés du mois de juillet 1941 (menés par des nationalistes ukrainiens, à l'arrivée des Allemands et avec la collaboration d'une unité de l'*Einsatzgruppe C* dans la ville, et à la fin du mois à l'occasion des « journées de Petlioura ») ont fait environ six mille victimes ; puis le transfert des Juifs dans la ville vers le quartier du ghetto, en novembre et décembre, s'est accompagné de cinq mille nouveaux assassinats sur le pont de la rue Peltewna, et entre le 16 mars et le 1^{er} avril, quinze mille personnes ont été raflées et envoyées à Belzec. À la fin du printemps 1942, le total s'élevait à environ vingt-six mille victimes juives à Lwow en onze mois d'occupation allemande (sur cent soixante mille Juifs présents dans la ville avant l'offensive de juin 1941).

15. Ce chiffre semble exact : sur une population juive avant l'été 1941 d'environ quarante mille personnes, les Allemands en exécutèrent environ un millier parmi les élites sociales de la communauté en août 1941, puis la grande action du 12 octobre 1941 consista à exécuter dix mille personnes dans le cimetière juif de la ville, et la deuxième grande action du 31 mars 1942 entraîna la mort de cinq mille autres Juifs (envoyés à Belzec pour la plupart, tués dans le ghetto ou noyés dans la rivière Bystrzyca).

16. À l'arrivée de la Wehrmacht, les Allemands et les Ukrainiens massacrèrent dans Tarnopol cinq mille Juifs entre le 4 et le 11 juillet 1941. Le 23 mars 1942, sept cents Juifs furent emmenés dans la forêt de Yanovka pour y être exécutés.

17. Les Allemands arrivèrent à Zloczow le 2 juillet, et à partir du 4 juillet, pendant trois jours, les Ukrainiens massacrèrent trois mille personnes parmi la population juive de la ville qui en comptait plus de sept mille.

Conseil national polonais à Londres – Szmul Zygielbojm, du Bund, et le docteur Ignacy Schwarzbart, du mouvement sioniste –, ces informations nouvelles furent diffusées par la BBC le 2 juin, qui reprit le chiffre estimé de sept cent mille Juifs tués mais qui ne conclua pas à la mise en place d'un programme d'extermination¹⁸. Une semaine plus tard, le Conseil national polonais informa officiellement les gouvernements alliés du contenu du rapport. Le 25 juin, Zygielbojm communiqua à la presse le texte intégral du document et il en diffusa, le lendemain, un résumé sur les ondes de la BBC. À la fin du mois, Schwarzbart, représentant la section britannique du Congrès juif mondial, donna des renseignements supplémentaires au cours d'une conférence de presse. Le 8 juillet, le Conseil national polonais réitéra son avertissement aux Alliés ; il ajouta qu'il disposait de nouveaux éléments prouvant que la destruction systématique des Juifs de Pologne, mais aussi de Polonais non juifs, était en cours de préparation.

Puis, l'OSS reçut de Lisbonne le rapport, daté du 20 juin 1942, d'un officier britannique évadé et qui s'était caché un temps dans le ghetto de Varsovie avant d'atteindre le Portugal. Le rapport commençait par ces mots : « L'Allemagne ne persécute plus les Juifs. Elle les extermine systématiquement. » L'officier britannique affirmait que Himmler avait rendu visite à Hans Frank au printemps pour l'informer du mécontentement de Hitler devant la trop lente disparition des Juifs polonais¹⁹. Il ajoutait que des convois avaient été organisés à destination de la gare de Sobibor dans l'Est du district de Lublin²⁰, et que les paysans avaient quitté les fermes voisines en raison de la puanteur venant d'un nouveau camp.

Les télégrammes Riegner des 10 et 11 août 1942, envoyés respectivement au Foreign Office et au département d'État, apprenaient que Hitler avait ordonné l'extermination des Juifs européens par le gaz :

18. Dans son journal, Emanuel Ringelblum, à Varsovie, note que pour la première fois, la BBC a évoqué des massacres de Juifs de grande ampleur en Pologne et a mentionné le nombre des victimes : sept cent mille.

19. C'est lors de sa visite à Krüger et à Globocnik du 19 juillet 1942, que Himmler donne l'ordre d'accélérer la destruction des Juifs dans le Gouvernement général et de la terminer pour la fin de l'année. Selon son agenda, sa précédente visite à Cracovie et à Lublin date du 14 mars 1942, soit juste avant le démarrage de l'*Aktion Reinhardt*. Cf : *Der Dientskalender Heinrich Himmler 1941-1942*, éd. Christians, Hamburger Beiträge zur sozial- und Zeit-Geschichte, 1999.

20. Le premier convoi à destination du centre de mise à mort de Sobibor est parti de Komarow (au sud-est de Zamosc), avec 2 000 personnes, le 3 mai 1942.

Reçu rapport alarmant indiquant que dans quartier général du Führer un plan a été et est discuté selon lequel totalité des Juifs dans pays occupés contrôlés par Allemagne estimée à trois et demi à quatre millions de Juifs devrait après déportation et concentration dans Est être exterminée en un seul coup de manière à résoudre une fois pour toutes question juive en Europe – stop – On rapporte que action est prévue pour automne méthodes d'exécution toujours en discussion – stop – Acide prussique a été évoqué – stop – Transmettons information sous toutes réserves son exactitude ne pouvant être confirmée – stop – Informateur considéré comme ayant rapports étroits avec les plus hautes autorités allemandes et comme communiquant nouvelles en général fiables²¹.

Le plan est déjà alors élaboré et est appliqué depuis le second semestre 1941. Les Alliés peuvent alors traduire sans erreur le sens de la formule « Solution finale de la question juive en Europe ».

Jacob Rosenheim, président de l'organisation juive orthodoxe Agudath Israel World Organization, basée à New York, reçut le 3 septembre un télégramme d'Isaac Sternbuch, son représentant en Suisse :

Selon nombreuses informations authentiques issues de Pologne autorités allemandes ont récemment évacué ghetto de Varsovie et bestialement assassiné 100 000 Juifs environ. Ces massacres continuent. Les corps des victimes servent à la fabrication de savon et d'engrais artificiels. Sort semblable attend les Juifs d'autres territoires occupés déportés vers la Pologne. Suppose que seules mesures énergiques prises par l'Amérique peuvent stopper ces persécutions. Faites tout votre possible pour causer une réaction américaine et arrêter ces persécutions.

Séparément, les époux Roosevelt eurent une copie du message, mais ils ne semblent pas avoir réagi à cet envoi. À la demande des dirigeants juifs, qu'il reçut le 10 septembre, le sous-secrétaire d'État Summer Welles diligenta une enquête : elle conclut à l'authenticité de la plupart des révélations de Sternbuch, confirmée par de nouveaux rapports venus de Pologne (sauf sur le sujet du savon

21. Florent Brayard reprend le texte du télégramme reproduit dans l'article de Christopher BROWNING, « A Final Hitler Decision for the "Final Solution"? The Riegner Telegram Reconsidered », in *Holocaust and Genocide Studies*, vol. 10, n° 1, automne 1996, p. 3.

produit à partir de restes humains). Sternbuch disposait de moyens de communication clandestins presque partout dans les territoires européens soumis aux pays de l'Axe.

À la fin de septembre 1942, le *Jewish Morning Journal* publia des informations obtenues d'un homme d'affaires suédois qui avait voyagé à travers la Pologne et était passé par Varsovie, Lodz, Cracovie et Lwow. Il y avait appris que la moitié des Juifs de ces ghettos avaient été tués. Dans son numéro d'octobre, le *National Jewish Monthly*, magazine de l'organisation d'entraide communautaire B'nai B'rith, affirma : « Il est à craindre que les nazis n'aient choisi de recourir au massacre à grande échelle, préférant tuer les Juifs que de s'en servir comme main-d'œuvre. » Dans un numéro spécial de novembre 1942, bordé de noir, le *Jewish Frontier* déclarait : « On est en train de mettre en application, dans les pays européens occupés, une politique dont le but avoué est l'extermination de tout un peuple. C'est une politique d'assassinat systématique de civils innocents qui, par ses dimensions, sa férocité et son organisation, est unique dans l'histoire de l'humanité. »

On le sait, le mois de novembre 1942 représenta sur le plan militaire un tournant de la Seconde Guerre mondiale. L'historien américain David S. Wyman fait la même analyse au sujet de la Shoah : « Le 24 novembre 1942 marqua un tournant dans l'histoire de l'Holocauste. À compter de ce jour-là, les renseignements concernant le plan de Hitler pour l'anéantissement des Juifs furent à la disposition de tous ceux qui, dans le monde démocratique, désiraient savoir²². » Le jour où le rabbin Wise reçut du sous-secrétaire d'État Welles des documents prouvant la mise en œuvre dans l'Europe occupée d'un plan général d'élimination des Juifs, le gouvernement polonais en exil, fort de nouveaux éléments transmis par la résistance, affirma que Himmler avait ordonné de tuer la moitié des Juifs polonais avant la fin de l'année 1942²³. Ces informations comprenaient des descriptions très concrètes des convois de wagons où les Juifs étaient entassés, beaucoup mourant par manque d'eau et par suffocation, tandis qu'ils étaient acheminés vers les « camps

22. David S. WYMAN, *L'Abandon des Juifs*, op. cit., p. 90.

23. Son ordre du 19 juillet 1942 portait en fait sur la totalité des Juifs polonais.

spéciaux » de Belzec, Sobibor et Treblinka où les survivants étaient assassinés. Le lendemain, ces informations furent reprises dans le *New York Times*, et à Londres, Ignacy Schwarzbart déclara à la presse qu'un million de Juifs polonais avaient péri depuis le début de la guerre, que « les Juifs [étaient] gazés et, [qu']à Belzec [ils étaient] tués par électrocution ». Le 27 novembre, Henryk Strasburger, ministre des Finances du Gouvernement polonais de Londres, déclara qu'« au moins un million de Juifs ont été tués ».

À Londres, Szmul Zygielbojm ne cessa de relayer les informations qui lui parvinrent sur le sort des Juifs en Pologne. Pendant les derniers mois de 1942, il continua à recevoir des messages des membres restants du Bund à Varsovie, ainsi qu'un long rapport sur Treblinka I et II rédigé par Léon Feiner et daté d'août 1942²⁴ ; un autre, du 2 octobre, affirmait que trois cent mille Juifs de Varsovie avaient été tués ; un autre du 15 décembre, qu'« il rest[ait] environ 40 000 Juifs dans le ghetto²⁵ ». En décembre 1942, à l'occasion de la révélation de l'appel lancé aux Alliés par les représentants du *Delegat* à Varsovie, et acheminé à Londres par Karski, Zygielbojm déclara sur la BBC : « Si l'appel à l'aide des Juifs de Pologne reste sans effet, Hitler aura atteint l'un de ses buts de guerre – détruire les Juifs d'Europe quel que soit le résultat militaire final de la guerre. »

Au début de l'année 1943, Washington et Londres reçurent un nouveau télégramme de Gerhart Riegner, expédié de Suisse et rédigé avec Richard Lichtheim, de l'Agence juive pour la Palestine. Il donnait les informations suivantes : en Pologne, six mille Juifs étaient tués chaque jour ; Vienne était pratiquement vidée de sa population juive ; de nouvelles déportations avaient eu lieu à Berlin et à Prague ; en Roumanie, sur cent trente mille Juifs déportés vers la Transnistrie, soixante mille étaient morts et les survivants se trouvaient dans le plus grand dénuement.

24. Le texte de Feiner décrivant Treblinka II (le centre de mise à mort) a été reproduit, sous l'anonymat, dans *The Black Book of Polish Jewry*, op. cit., 1943 (chapitre 9 du livre). Fin juillet 1942, après une semaine de fonctionnement, la nature exacte et les détails du fonctionnement du centre de Treblinka étaient connus du ghetto de Varsovie et de la résistance polonaise.

25. Il restait cinquante à soixante mille Juifs avant l'insurrection du printemps 1943.

La réception des informations à Londres

À Londres, en septembre 1942, un député libéral, Geoffroy Mander, demanda au gouvernement anglais de se positionner sur l'information de l'utilisation de procédés de gazage par les Allemands contre les Juifs sur le territoire polonais. Les nouvelles de Pologne au cours de l'année 1942 suscitaient le scepticisme du Foreign Office. On sait bien que les Juifs des pays de l'Axe et des pays occupés étaient maltraités, mais les annonces de l'élimination physique systématique²⁶ suscitaient en général l'incrédulité, voire la méfiance, ces informations pouvant sembler être des tentatives pour manipuler les responsables occidentaux – par exemple la fabrication de savon et d'engrais à partir des cadavres²⁷.

Frank Savery, de l'ambassade de Grande-Bretagne auprès du Gouvernement polonais en exil, mena une enquête en septembre 1942 sur le témoignage des trois fossoyeurs de Chelmo évadés au mois de janvier précédent, consigné à Varsovie par le groupe de Ringelblum. Il retint dans son rapport le commentaire d'un fonctionnaire du ministère de l'Information polonais qui se disait « très sceptique quant à la vérité de l'histoire tout en avouant ne pas être en mesure d'en vérifier l'authenticité ». De plus, les Polonais se plaignaient de la publicité donnée à la question du responsable britannique, car elle mettait en danger les filières d'information du gouvernement polonais de Londres. L'ambassade de Grande-Bretagne auprès du Gouvernement polonais en exil en conclut qu'il fallait demander au député de retirer sa question, car le gouvernement ne saurait lui donner qu'une « réponse très réservée ».

Pour Walter Laqueur, la réaction du Gouvernement britannique soulève un certain nombre de questions. Il y avait eu de nombreux autres rapports de sources polonaises et juives sur l'extermination massive menée dans toute la Pologne. En réalité, pousser le député à retirer sa question révélait que l'on considérait ces informations

26. En mai, le message du Bund sur Chelmo, en juillet, l'information de l'Agence télégraphique juive sur les déportations des Juifs du ghetto de Varsovie et, en août, le télégramme Riegner sur le plan d'extermination et les gazages.

27. Information figurant dans télégramme de l'*Agudath Israel* reçu à Londres le 11 septembre 1942.

comme exactes, mais Laqueur estime que les doutes portaient sur le procédé des assassinats et qu'un blocage psychologique gênait bien des responsables qui peinaient à croire que les victimes étaient asphyxiées²⁸.

Le 3 décembre 1942, le Foreign Office reçut du ministre de l'Intérieur du Gouvernement polonais, Stanislaw Mikolajczyk, un rapport traduit très détaillé sur la liquidation du ghetto de Varsovie. Il provenait d'un policier polonais en poste dans le ghetto. Deux autres rapports furent transmis : l'un du *Delegat*, sur le ghetto de Varsovie encore, et l'autre sur le camp de Belzec (en fait le camp de transit d'Izbica Lubelska)²⁹. Tous ces documents furent publiés en anglais et en polonais par le Gouvernement polonais en exil dans son périodique *Polish Fortnightly* (1^{er} décembre 1942). Frank Savery, qui communiqua le dossier au Foreign Office, précisa : « J'estime que nous pouvons tenir pour vrai tout ce qui est dit dans le rapport sur les événements survenus à Varsovie et dans les localités voisines. » Il émit cependant des doutes sur les informations concernant Belzec mentionnant l'électrocution des victimes. Une grande publicité fut donnée à ces documents par la presse britannique et la BBC, dans toutes les langues, pendant la semaine qui suivit la déclaration des Nations alliées sur les crimes nazis contre les Juifs européens.

Le 7 décembre 1942, le secrétaire au Foreign Office, Anthony Eden, informa l'ambassadeur britannique à Washington qu'il avait à présent « peu de doutes qu'une politique d'extermination progressive de tous les Juifs, sauf pour les travailleurs hautement qualifiés, soit menée par les autorités allemandes. Le gouvernement polonais a récemment reçu des rapports qui tendent à confirmer ce point de vue. Il considère ces rapports comme fiables ».

Les réserves du département d'État et la discrétion de la Maison Blanche

Dans son édition du 1^{er} juin 1942, le *Seattle Times* annonçait en manchette : « Le total des Juifs assassinés s'élève à 200 000 ! ». Il

28. W. LAQUEUR, *op. cit.*, p. 268.

29. Ces informations récoltées par Karski ont précédé de quelques jours son arrivée à Londres.

s'agit de l'un des rares cas dans lequel, pendant la Seconde Guerre mondiale, une information concernant la destruction des Juifs d'Europe bénéficia d'un titre majeur en première page d'un journal. Les informations du rapport du Bund de mai 1942 furent reprises dans l'édition du 26 juin du *Boston Globe*, avec un titre sur trois colonnes (« Les massacres de Juifs en Pologne dépassent la barre des 700 000 morts ») – mais elles étaient données en bas de la page 12. Le 27 juin, le *New York Times* consacra cinq centimètres au rapport du Bund, reprenant les informations de la déclaration de Zygielbojm sur la BBC la veille, et reprise par la station de radio CBS aux États-Unis. La conférence de presse que le Congrès juif mondial tint à Londres le 29 juin pour dresser un bilan, pays par pays, des actions menées contre les Juifs par les nazis, fut couverte, pour les médias américains, par les agences Associated Press et United Press International qui en fournirent des comptes rendus complets. Mais, les journaux américains publièrent au plus de brèves notes. En fait, seule une fraction des nouvelles concernant les crimes contre les Juifs atteignit le public américain et les médias ne les signalèrent que de manière épisodique, presque toujours sans les développer. Quelques revues abordèrent le sujet³⁰ et les publications chrétiennes n'en dirent presque rien. Le massacre des Juifs fut présenté dans le cadre général des crimes commis par les nazis contre les populations civiles en Europe.

Dans la presse juive américaine (*Day, Forward, Jewish Morning* à New York), la catastrophe fut au contraire abondamment traitée. Des organisations telles que le Congrès juif américain, le B'nai B'rith et le Jewish Labor Committee organisèrent, le 21 juillet 1942³¹ au Madison Square Garden, vaste salle new-yorkaise, une grande manifestation pour exprimer leur indignation face aux massacres, sensibiliser l'opinion publique américaine et obtenir le soutien officiel des responsables politiques. L'opération fut une réussite médiatique. La salle accueillit vingt mille personnes, et des milliers

30. De façon régulière pendant toute la guerre pour les périodiques libéraux *Nation* et *New Republic*.

31. Choisie pour des motivations différentes de part et d'autre de l'Atlantique, cette date, qui tombait cette année-là la veille de la commémoration de la destruction du Temple de Jérusalem, fut celle que les Allemands choisirent pour annoncer à Adam Czerniakow le début de la déportation des Juifs du ghetto de Varsovie vers l'Est.

d'autres restèrent à l'extérieur. Les principaux intervenants furent le rabbin Stephen Wise, le gouverneur Herbert Lehman, le maire Fiorello La Guardia, l'évêque méthodiste Francis McConnell, ainsi que William Green, président de la grande centrale syndicale AFL. Le président Roosevelt fit parvenir une déclaration affirmant que le peuple américain « ferait en sorte que la responsabilité des auteurs de ces crimes soit très strictement pesée au jour du jugement qui ne manquerait pas d'arriver ». Winston Churchill envoya lui aussi un message par lequel il disait estimer que « les Juifs étaient les premières victimes de Hitler ». Personne, pourtant, ne fit allusion à d'éventuelles opérations de sauvetage à entreprendre. Cette réunion fut suivie de plusieurs autres à travers le pays (à Chicago, à Los Angeles, à Milwaukee, à Cincinnati...), toutes bien couvertes par les médias locaux. Ces manifestations contribuaient à porter à la connaissance de la population américaine le sort des Juifs d'Europe. Devant cette montée de la prise de conscience, le président Roosevelt avertit une nouvelle fois les puissances de l'Axe, le 21 août 1942, que les auteurs de crimes de guerre seraient traduits en justice après leur défaite (il ne fit aucune allusion aux victimes juives), et que les gouvernements américain et britannique travaillaient au projet d'une commission des Nations unies pour enquêter sur les crimes de guerre. En octobre, Roosevelt fit une nouvelle déclaration précisant que les Alliés n'auraient pas recours à des représailles massives contre les populations civiles des pays de l'Axe³². Mais jusqu'à la fin de 1943, à l'occasion de ses conférences de presse bihebdomadaires, Roosevelt ne fut jamais interrogé sur le sort des Juifs européens et il ne l'évoqua jamais.

Après les révélations du 24 novembre 1942, c'est le *New York Times* qui, parmi les quotidiens non juifs, fournit le plus d'informations aux lecteurs américains, mais toujours en page intérieure, à l'exception d'un article en première page sur la déclaration des Nations unies du 17 décembre 1942. Quant aux magazines, seuls le *Reader's Digest* et l'*American Mercury* rendirent compte de l'extermination, au contraire des grands titres d'information tels que *Time*,

32. Ce qui répondait – avant l'heure – à la demande formulée par les deux membres de la *Delegaturat* rencontrés par Karski dans l'enceinte du ghetto de Varsovie.

Newsweek et *Life*. Une seule fois pendant toute la guerre, le président Roosevelt reçut, le 8 décembre 1942, un groupe de dirigeants juifs américains : Stephen Wise, Henry Monsky (B'nai B'rith), le rabbin Israel Rosenberg (Union of Orthodox Rabbis), Maurice Wertheim (American Jewish Committee) et Adolph Held (Jewish Labor Committee). L'entretien dura une demi-heure et on connaît le contenu des échanges grâce aux notes de Held qui confirment que le président était pleinement conscient qu'il existait un programme de destruction des Juifs d'Europe. La Maison Blanche autorisa la publication d'un communiqué de presse du groupe : « Le président est profondément bouleversé d'apprendre que deux millions de Juifs ont péri par suite de la domination et des crimes nazis. [...] Le peuple américain fera en sorte que la responsabilité des auteurs de ces crimes soit très rigoureusement pesée au jour d'un jugement qui ne manquera pas de venir. » Mais la possibilité d'une opération de sauvetage, là non plus, ne fut pas abordée.

À l'initiative du gouvernement britannique, sous la pression de la presse, des parlementaires, des groupes juifs, de l'Église anglicane et du Gouvernement polonais en exil, les gouvernements alliés publièrent le 17 décembre 1942 la première reconnaissance officielle des rapports sur les atrocités commises en Pologne et en Europe de l'Est spécifiquement contre les Juifs. Les pays alliés³³ dénoncèrent « l'intention [du gouvernement allemand] d'exterminer la communauté juive d'Europe » et condamnèrent « dans les termes les plus énergiques cette bestiale politique d'extermination sans pitié ». Ils s'engagèrent à punir les responsables, sans évoquer une quelconque assistance aux Juifs. Malgré les efforts du département d'État pour en limiter la portée, cette déclaration fut la plus vigoureuse que les Alliés aient publiée durant la guerre au sujet des crimes commis contre les Juifs d'Europe. À la chambre des Communes, le même jour, Anthony Eden en donna lecture, énuméra les crimes nazis contre les Juifs, assura que les coupables seraient pourchassés. Puis, événement exceptionnel au Parlement britannique, les députés observèrent deux minutes de silence.

33. C'est-à-dire la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Union soviétique, la Belgique, la Tchécoslovaquie, la Grèce, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne, la Yougoslavie et le Comité national français.

La presse américaine relaya largement la déclaration des Nations unies en accordant cette fois une large place à la « question juive ». Et comme pour appuyer la portée de cette déclaration, le Bureau d'information des Nations unies établi à New York publia deux jours plus tard un rapport qui résumait les informations que possédaient les Alliés les plus sûres et les plus terribles concernant le génocide : des preuves concernant les centres d'extermination de Chelmno et de Belzec, une analyse pays par pays des persécutions subies par les Juifs.

Rares sont les sondages aux États-Unis qui abordèrent pendant la guerre la question des violences faites aux Juifs européens. Une enquête Gallup du 7 janvier 1943 posa la question suivante : « On dit que deux millions de Juifs ont été tués en Europe depuis le début de la guerre. Pensez-vous que cela est vrai ou qu'il s'agit seulement d'une rumeur ? » 47 % des personnes interrogées estimèrent que c'était la vérité, 29 % voyaient là une rumeur et 24 % n'avaient pas d'opinion. Dans ce dernier quart, figuraient certainement un grand nombre de personnes qui n'avaient pas eu connaissance des nouvelles de l'extermination ; que les trois autres quarts aient eu un avis sur cette question montre que les efforts de communication, surtout ceux des organisations juives, avant et après la déclaration des Nations unies, n'avaient pas été vains.

Au printemps 1943, des manifestations publiques comme celle de l'été 1942 se multiplièrent dans le pays. Le Congrès juif américain, associé aux deux grands syndicats américains (AFL et CIO), organisa le 1^{er} mars un grand rassemblement, de nouveau au Madison Square Garden, sur le thème et avec le slogan « Arrêter Hitler maintenant ! » Dans la grande salle new-yorkaise se pressaient vingt mille personnes, tandis que des dizaines de milliers d'autres (75 000 participants au total selon la police) écoutèrent depuis la place les discours de William Green, président de l'AFL, de Fiorello La Guardia, maire de New York, et de plusieurs autres personnalités non juives, ainsi que de Stephen Wise et de Chaïm Weizmann (président de l'Organisation sioniste mondiale). Un programme d'action à mener en vue de sauvetages, en onze points, fut adopté. Le sujet, enfin, était abordé ouvertement.

Le 9 mars 1943, toujours au Madison Square Garden, c'est le Committee for a Jewish Army qui présenta un spectacle³⁴ mêlant théâtre, récitations et musique, intitulé « Nous ne mourrons jamais », qui entendait honorer la mémoire des Juifs européens assassinés et qui bénéficiait de l'engagement de professionnels renommés. Le producteur en était Billy Rose, le scénariste Ben Hecht, le metteur en scène Moss Hart, le compositeur Kurt Weil et l'on comptait parmi les principaux récitants les acteurs Paul Muni et Edward G. Robinson. La manifestation réunit 40 000 personnes, car les organisateurs décidèrent de doubler la représentation le même soir ; en outre, le spectacle fut retransmis en direct à la radio. Il se composait de trois temps : la contribution des Juifs à l'histoire de l'humanité, de Moïse à Einstein ; le rôle des Juifs dans les forces armées alliées ; la vision d'un monde pacifié dans lequel des Juifs morts de la main des nazis venaient raconter leur anéantissement et demander aux vivants de se souvenir d'eux. Dans tout le pays, les médias (presse écrite, radios et actualités cinématographiques) traitèrent largement cet événement et le spectacle fut unanimement salué lors des représentations qui en furent données à Washington, à Philadelphie, à Chicago, à Boston et à Hollywood. Dans la capitale fédérale, il réunit plus de 100 000 spectateurs ; Eleanor Roosevelt, six juges à la Cour suprême, des membres du gouvernement, quelque trois cents membres du Congrès ainsi que des personnalités militaires et des diplomates étrangers y assistèrent.

Les pressions exercées sur le gouvernement américain pour l'inciter à entreprendre des opérations de sauvetage s'intensifièrent. Le 15 mars, huit organisations juives³⁵ créèrent un Comité d'urgence, le JEC (Joint Emergency Committee on European Jewish Affairs) qui se donna pour tâche première d'organiser dans tout le pays de grands rassemblements, à l'instar de celui du 1^{er} mars à New York. Au printemps 1943, une quarantaine de manifestations furent organisées dans

34. Ce spectacle fut présenté contre le souhait des dirigeants juifs qui avaient préparé la soirée du 1^{er} mars.

35. L'American Jewish Committee, l'American Jewish Congress, le B'nai B'rith, le Jewish Labor Committee, le Synagogue Council of America, l'Agudath Israel of America, l'Union of Orthodox Rabbis (une organisation très proche de l'Agudath Israel) et l'American Emergency Committee for Zionist Affairs (un groupe de pression politique représentant plusieurs organisations sionistes). Non reconnu par les grandes organisations communautaires, le Committee for a Jewish Army (CJA) ne faisait pas partie de ce Comité d'urgence, bien qu'il l'ait demandé.

une vingtaine d'États, avec le soutien des sections locales des huit organisations affiliées et souvent celui des Églises chrétiennes et des sections locales des syndicats AFL et CIO. Si elles rencontrèrent un franc succès populaire, la couverture médiatique resta, elle, limitée.

Alors que le JEC se fixait pour second objectif de pousser le Congrès à voter des mesures en faveur d'opérations de sauvetage, en Grande-Bretagne, les nouvelles concernant la destruction des Juifs et les appels aux actions de secours furent plus énergiques qu'aux États-Unis. C'est donc aussi pour faire diminuer cette pression que le gouvernement britannique entama le processus qui mena à la déclaration du 17 décembre. Mais celle-ci autorisa en fait les partisans d'un sauvetage des Juifs d'Europe à se manifester encore plus ouvertement. En janvier, l'épiscopat anglican demanda au gouvernement de prendre des mesures immédiates afin de sauver les Juifs et d'offrir un sanctuaire à tous ceux qui pouvaient quitter l'Europe nazie. Un appel identique fut lancé conjointement par le cardinal Hinsley, la plus haute autorité catholique du pays, le grand rabbin d'Angleterre J. H. Hertz et John Whale, le président du Free Church Federal Council. Les preuves continuaient à s'accumuler.

Là encore, c'est pour répondre à ces exigences que les gouvernements britannique et américain acceptèrent d'organiser une conférence internationale sur la question des réfugiés de guerre dans les pays occupés par l'Allemagne. Mais celle-ci ne devait pas être spécifiquement consacrée au cas des Juifs européens. Elle s'ouvrit à Hamilton, aux Bermudes, le 19 avril 1943³⁶, sans que les membres du Congrès juif mondial puissent y assister. Les discussions n'aboutirent à rien : les Américains insistèrent sur l'utilisation de l'expression « réfugiés politiques », ce qui masquait la véritable nature du problème, et refusèrent d'augmenter leurs quotas d'immigration pour les réfugiés juifs (et ceux-ci étaient loin d'être atteints depuis le début de la guerre) ; les Britanniques, sûrs du silence américain sur cette question, refusèrent l'ouverture de la Palestine à une nouvelle immigration juive. Toute discussion avec les Allemands sur la libération des Juifs, tout échange de prisonniers de guerre allemands contre des détenus juifs furent exclus. Les discussions portèrent sur

36. Le hasard fait qu'il s'agit aussi du premier jour de l'insurrection du ghetto de Varsovie.

la réactivation de la commission internationale pour les réfugiés, créée lors de la conférence d'Evian en 1938, mais devant l'impossibilité d'échanger avec les Allemands, cette décision ne servit à rien et la conférence ne déboucha sur aucune décision concrète. La conférence des Bermudes apparaît aujourd'hui comme le point culminant des manœuvres dilatoires à propos du sauvetage pour les Juifs européens, en particulier de la part du Bureau des affaires européennes du département d'État américain³⁷.

Ce désastre desservit en fait les tenants de l'inaction. En mai, en réaction à l'échec de la conférence, eut lieu le débat officiel le plus complet sur le problème de l'extermination des Juifs jamais organisé au Congrès américain pendant la guerre, et ce après qu'eut paru dans le *New York Times*, pour le compte du Committee for a Jewish Army (CJA), une annonce qualifiant la conférence des Bermudes de « parodie » et de « cruelle plaisanterie ». Le CJA, en désaccord avec le Congrès juif américain, convoqua une conférence d'urgence (*Emergency Conference to Save the Jewish People of Europe*) à New York en juillet 1943, à laquelle assistèrent quinze cents personnes. Les différents groupes de travail qui la constituaient étaient consacrés aux transports, aux négociations diplomatiques, aux affaires militaires, à la publicité, au rôle des Églises, et la conférence bénéficia de l'intervention de diverses personnalités (La Guardia, Herbert Hoover). Elle se conclut sur l'idée que beaucoup pouvait être entrepris sans gêner l'effort de guerre des Alliés, et que la priorité était de créer une agence gouvernementale américaine spécialement chargée du sauvetage des Juifs. Elle établit enfin un Comité d'urgence pour sauver la population juive d'Europe (*Emergency Committee to Save the Jewish People of Europe*) qui reçut le soutien ouvert du magnat de la presse, William Randolph Hearst. Mais la Maison Blanche, malgré un contact ponctuel avec Eleanor Roosevelt en août, resta sourde aux demandes d'entrevue et à la pétition de quatre cents rabbins réunis à Washington le 6 octobre, qui ne put être remise au Président.

37. Le suicide de Szmul Zygielbojm à Londres, le 12 mai 1943, est la conséquence directe de l'inaction des délégations à la conférence des Bermudes et le geste ultime et désespéré de ses propres efforts pour alerter le reste du monde depuis près d'un an alors.

En fait, c'est de Suède que vint la solution pour les partisans du sauvetage : au mois d'octobre 1943, Danois et Suédois parvinrent à sauver la quasi totalité des huit mille Juifs du Danemark et à les acheminer vers la Suède. Ce geste prouva au reste du monde que les sauvetages étaient possibles. Le même mois, la conférence de Moscou, qui réunit pendant deux semaines les ministres des Affaires étrangères américain, britannique et russe, et qui s'acheva sur une sévère mise en garde adressée aux criminels de guerre, ne fit aucune mention de la question des Juifs européens. La « contre-attaque » du Comité d'urgence intervint le 9 novembre, avec le dépôt simultané de la même résolution au Sénat (par le sénateur Guy Gillette) et à la chambre des Représentants (par Will Rogers et Joseph C. Baldwin) : elle réclamait au président américain la création d'une « commission d'experts diplomatiques, économiques et militaires » chargée de faire des propositions d'actions immédiates pour sauver les Juifs encore en vie en Europe. Au même moment, dans le Gouvernement général de Pologne, Himmler et Globocnik venaient de mettre un terme à l'Aktion Reinhardt.

En janvier 1944, Roosevelt accepta de créer, au sein du ministère des Finances, un Bureau des réfugiés de guerre, chargé de faciliter l'aide aux réfugiés en péril. Seuls certains Juifs de Hongrie, pays qui comptait alors la dernière grande communauté juive d'Europe, purent bénéficier de son action.

Au-delà de l'argument répété par les gouvernements américain et britannique de garder prioritaires les objectifs militaires et de considérer que le sauvetage des Juifs le plus sûr dépendait de la rapidité de la victoire, et de l'argument moins facilement avoué de ne pas prêter le flanc à la propagande allemande accusant les Alliés de faire la guerre pour la « juiverie internationale », le facteur expliquant sans doute le mieux l'insensibilité des Alliés relève des personnes. Il se trouve dans l'attitude commune de nombreux politiciens, fonctionnaires, diplomates et personnels militaires américains et britanniques, allant de l'incrédulité à l'apathie, manifestant opportunisme de groupe ou préjugés. Et n'oublions pas que les pensées et les propos antisémites étaient communs en Occident avant la Shoah.